

Le PS et la fin du mythe de la croissance

PARTIS Les socialistes en quête de repositionnement écologique et social

► Le deuxième « chantier des idées » du PS, samedi à l'ULB, était intitulé : « Finie la sainte croissance ? »
 ► Signe que le PS vise, encore confusément, une sorte d'aggiornamento.
 ► Vers une social-démocratie revisitée, intégrant notamment l'urgence écologique.

Lancé prudemment fin mars, le « chantier des idées » du PS prend doucement un tour d'aggiornamento, dont Elio Di Rupo pourrait se faire le promoteur au terme du processus d'une quinzaine de mois basé sur une série de conférences-débats thématiques. Après un début de coming out écologisant ces dernières semaines (en interview dans l'Echo, Laurette Onkelinx avait eu des propos pas coutumiers sur la place de l'environnement), le PS continue de négocier, apparaît-il, une sorte de tournant idéologico-programmatique, ouvrant cette fois le débat en son sein sur la (dé)croissance.

C'était l'objet du deuxième « chantier » (après l'Europe), samedi, à l'ULB, animé par Mathias Dewatripont, et intitulé sur l'air de la provocation : « Finie la sainte croissance ? ».

Selon les termes d'Isabelle Cassiers, professeur à l'UCL, auteure de l'ouvrage *Redéfinir la prospérité*, le PS « prend salutai-



Le PS continue de négocier une sorte de tournant idéologico-programmatique avec son chantier des idées, ouvrant le débat sur la (dé)croissance, avec Elio Di Rupo au premier rang. © D.R.

rement le risque » d'ouvrir la réflexion sur ce qu'elle appelle « le mythe de la croissance ». Ce qui est « d'autant plus courageux que cela revient un peu à ébranler les bases sur lesquelles une pensée et une action se sont construites », en l'occurrence la pensée et l'action sociales-démocrates, ou socialistes, fondées historiquement sur la redistribution (sociale) des fruits de la... croissance (économique). Or donc, de l'aveu même d'Elio Di Rupo dans son laïus de clôture des travaux sur le campus du Solbosch, « nous, socialistes

francophones, nous devons travailler désormais avec cette hypothèse de croissance faible voire nulle... C'est nouveau, ça vient de sortir. Le président du PS est prudent, s'avance en terrain relativement inconnu pour la gauche socialiste, mais il fait un pas.

« Casser le mythe »

A ses côtés à l'ULB, Isabelle Cassiers, qui n'exerce pas de responsabilités politiques, tranche sans égards : « La fameuse idée d'une croissance inclusive, bonne pour tous, est un mythe, cela fait 30 ans déjà que les données sta-

tistiques accumulées montrent que tout cela ne profite qu'à ceux qui sont en haut de l'échelle, alors que les pauvres s'appauvrissent et les revenus moyens se réduisent sérieusement. Alors, que les formations sociales-démocrates, que les syndicats aussi, entament une réflexion, c'est extrêmement important. Il faut casser le mythe de la croissance. Derrière quoi court-on ? »

Avant elle, Xavier Timbeau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques, adoptant, explique-t-il, une posture « pessimiste afin de

trouver la force de faire des choses », avait fait, quant à lui, dans « une nuance de gris foncé » quand il avait voulu évoquer le futur, pas réjouissant, jugez plutôt : « On est poussés, par l'économie de marché et l'idéologie dominante, à combattre soi-disant le chômage en augmentant la précarité sur le marché du travail et en réduisant les salaires, et de cette manière à rendre la société plus injuste, où les gens ont le sentiment, notamment, que la progression par le mérite, cela ne fonctionne plus. En conséquence, nous allons au-devant de graves tensions sociales, et du danger de voir monter les populismes et extrémismes. » Ce n'est pas tout : « Exploiter les ressources naturelles limitées sur une planète qui va vers les 10 milliards d'êtres humains, cela se fera soit par un partage pacifique, soit par la guerre. » Entre les deux, Xavier Timbeau a choisi, mais cherche le nouveau chemin à gauche, celui d'« une proposition sociale-démocrate qui échoue », explique-t-il, si elle n'explore pas la voie alternative, et continue de vivre « dans le mythe - là encore - de l'après Seconde guerre mondiale, des dites Trente glorieuses, d'un monde à reconstruire, un peu d'un rêve enfoui ».

Tom Bauler, professeur d'économie écologique à l'ULB, mettant en garde contre les « problèmes systémiques » tels que la dégradation de la biodiversité, la perturbation du cycle de l'azote et le réchauffement climatique, enchaînera : « Nous ne sommes pas face à un monde à reconstruire mais en devoir d'inventer un nouveau monde ». Tom Bau-

A CÔTÉ DU PIB

Indicateurs de « bien-être »

La tentative d'élaborer des indicateurs de bien-être qui puissent se substituer à celui, tout-puissant, du PIB, ce « mastodonte synthétique » ? Administrateur général à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, Sébastien Brunet, intervenant lui aussi samedi à l'ULB, est le maître d'œuvre d'une série d'enquêtes à cet égard, auprès de la population, dans plusieurs villes au sud du pays : empreinte écologique, indice de situation sociale, indice de situation environnementale... « Il faut pouvoir regarder la société autrement, sous d'autres angles, ce qui induira d'autres façons de la construire. »

D.C.I.

ler met en doute la soutenabilité de notre modèle économique, à l'échelle planétaire, sans, pour autant, exalter le concept de « décroissance ». Il recadre : « Il y a eu déjà des débats sur ce concept à l'ULB, et à chaque fois, on assiste à des plaidoyers en dehors de toute rationalité ! Alors, méfiance, restons dans le réel. »

Et dans la réalité : celle d'une social-démocratie secouée, évincée au Danemark par une droite ultra-conservatrice, battue en Grande-Bretagne, cachée derrière Merkel en Allemagne, plutôt illisible en France. Ce qui requiert un grand chantier des idées, en effet. ■

DAVID COPPI

La N-VA ou comment faire de l'institutionnel sans en avoir l'air

POLITIQUE Le parti nationaliste s'y est engagé : pas de communautaire avant 2019. Mais certains, comme Bourgeois, entretiennent le feu

La N-VA l'a accepté et s'y est engagée : il n'y aura pas de négociations institutionnelles sous cette législature 2014-2019. Aucun dossier purement communautaire n'a jusqu'ici atterri sur la table du gouvernement. Les ministres nationalistes fédéraux s'en tiennent donc à la règle. Mais d'autres N-VA se chargent d'entretenir le feu... Car le moins que l'on puisse écrire, est que le ministre-président flamand Geert Bourgeois, notamment, sème un à un ses petits cailloux montrant le chemin vers une prochaine réforme de l'État ou les compétences qu'il lorgne. Espérant même quelques aménagements immédiats.

1 Novembre : haro sur le Sénat. Dès novembre 2014, un mois après l'installation de la suédoise, il apparaît que la N-VA freine le travail du Sénat, voulant réduire sa marge de manœuvre et ses compétences. On le sait : la N-VA souhaite la disparition pure et simple de l'assemblée, mais la 6^e réforme de l'État n'a pas retenu cette option. Le parti nationaliste se dit « légaliste », mais en coulisses, il fait de l'obstruction. Ici, Geert Bourgeois n'est pas à la manœuvre, mais il apporte sa contribution au travail de sape des sénateurs N-VA : c'est le seul chef de gouvernement qui, invité comme les autres, ne s'est pas encore exprimé devant l'assemblée.

2 Avril : la francophonie ciblée. Début avril, le ministre-président flamand s'en prend à la participation de la Belgique à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Pour Geert Bourgeois, le fédéral n'a plus à faire partie de cette organisation qui rassemble les pays où l'on parle le français. Motif ? La défense de la langue est une compétence communautaire ; seule la Communauté française doit donc encore faire partie de l'OIF. « La Flandre défend la position selon laquelle l'Etat fédéral ne peut en principe être membre d'aucune organisation internationale dont la raison d'être ou le mandat ont un lien avec des compétences exclusives des entités fédérées », déclare-t-il. La protection et l'écoute de la langue telles que définies dans la loi spéciale de 1980, sont par défaut une compétence des Communautés. A mon avis, l'OIF est une affaire de la Communauté française, comme l'Union de langue néerlandaise est du ressort de la Communauté flamande et l'Etat fédéral n'y joue plus aucun rôle. »

4 Mai : tir sur la diplomatie économique. En mai, c'est son cher dossier de la diplomatie économique que Bourgeois remet sur la table. Car il n'a pas digéré le voyage au Japon des ministres fédéraux Charles Michel et Kris Peeters pour séduire des investisseurs nippons. Pour la N-VA, le Commerce extérieur est une compétence exclusive des Régions, le fédéral n'intervenant qu'en appui. Geert Bourgeois manifeste donc sa mauvaise humeur : la Flandre n'a pas été suffisamment associée à la visite fédérale, voire a été confinée à « des rendez-vous sans intérêt ». « Le représentant économique flamand a été impliqué dans certains rendez-vous, mais pas de manière automatique. (...) Cela n'a pas été un bon exemple », déclare-t-il au parlement flamand. Peu après, Bart De Wever intervient dans ce dossier : il se demande comment le secrétaire d'Etat fédéral au Commerce extérieur, Pieter De Crem, occupe ses journées. Traduction : ce poste est inutile. Traduction bis : seules les Régions doivent être compétentes.

Le mois de mai est aussi celui où la N-VA décrète

que les nouveaux efforts budgétaires à réaliser au fédéral doivent l'être dans la sécurité sociale. Encore une manière de réduire, donc d'affaiblir, le rôle de l'Etat fédéral.

5 Juin : l'Europe et les Affaires étrangères convoitées. Au début du mois de juin, c'est la place de la Flandre dans la politique étrangère et européenne qui occupe Geert Bourgeois. Dans une note au gouvernement flamand révélée par *De Standaard*, le ministre-président réclame une réunion d'urgence du Comité interministériel de la politique étrangère. Dans quel but ? Pour adapter quatre accords de coopération (entre le fédéral et les entités fédérées) traitant de la représentation de la Belgique dans les conseils européens et les organisations internationales qui s'occupent de compétences communes ; mais aussi du statut des représentants des Régions dans les postes diplomatiques. Pour Geert Bourgeois, ces accords de

coopération datant de 1994 et 1995 « ne sont plus adaptés aux dernières réformes de l'Etat » et « aux développements institutionnels en Europe ». Il faut dès lors les adapter « d'urgence ». Ce qui est d'ailleurs prévu par l'accord de gouvernement fédéral, ajoute-t-il, ses demandes en la matière étant restées vaines.

Que veut précisément Geert Bourgeois ? Jugeant que « les entités fédérées ont désormais quelque chose à dire sur quasi toutes les compétences européennes », il demande que, « dans tous ces domaines, la Flandre ait accès au niveau européen. » Principalement visés : l'Emploi, le Commerce et les transports. Concrètement, il veut que, dans ces matières, les Régions négocient le point de vue que la Belgique défendra ensuite dans les instances européennes - à défaut de position commune, la Belgique doit s'abstenir. Il demande également que les entités fédérées soient formellement (et pas seulement de manière informelle comme aujourd'hui) associées aux réunions préparatoires aux conseils européens, et que cela soit acté dans un accord de coopération. Il revendique encore que les attachés économiques et commerciaux de la Région flamande dans les postes diplomatiques aient un rang supérieur à celui de simple « attaché », juste derrière celui de diplomate.

Enfin, Geert Bourgeois veut que les Flamands résidant à l'étranger puissent voter pour les élections régionales flamandes. Il entend donc mettre le point à l'agenda du prochain Comité de concertation (fédéral-entités fédérées). ■

MARTINE DUBUISSON

FAUT QU'ON EN PARLE

SANDRINE DANS

Aujourd'hui:

- L'astrologie : peut-on encore y croire ?**
- Les philatélistes sont-ils timbrés ?**
- Les chansons de l'été ont-elles un goût particulier ?**

TOUS LES JOURS EN DIRECT DÈS 9H

WWW.BELRTL.BE

Geert Bourgeois montre le chemin vers une autre réforme. © BELGA

3 Avril (bis) : les transferts Nord-Sud en ligne de mire. Mi-avril, Geert Bourgeois revient avec un vieux dossier : il annonce qu'il va commander une étude et une cartographie des transferts financiers entre la Flandre et la Wallonie, pour voir « où va l'argent ». Mais si l'on veut revoir le système, il faut modifier les accords de la 6^e réforme de l'Etat. Et il concède qu'il n'y a pas de majorité en Flandre pour le faire, quatre partis flamands soutenant cette 6^e réforme. Mais la couleur est annoncée pour le prochain round institutionnel...